

VVV.

Conseil d'Etat	-	Raad van State
LEGISLATION	-	WETGEVING
L.		
1 2 JANV 1956		
Transmis à M. 1 - Bureau		
Overgemaakt aan de H. Coördination		

B

M

L.5020/2.

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisie par le Ministre de l'Intérieur, le 16 décembre 1955, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "relatif aux secrétaires communaux",

et, le 20 décembre 1955, sur des amendements à ce projet, a donné le 21 décembre 1955 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e December 1955 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de gemeentesekretarissen",

en de 20e December 1955 over amendementen op dit ontwerp, heeft de 21e December 1955 het volgend advies gegeven :

C.E.	-	R.S.
Entree		Reçu
13 1.56		
N°		
COORD		

Encore que le projet ait pour but principal de revoir le système de rémunération des secrétaires communaux, il touche par voie de conséquence aux dispositions qui règlent la rémunération des receveurs communaux, des commissaires de police et des commissaires de police adjoints. En abrogeant l'article 1er de l'arrêté royal n° 125 du 28 février 1935 modifié par l'arrêté royal n° 171 du 31 mai 1935, il a également une incidence sur le maximum des traitements de tous les agents communaux et sur l'article 11, § 4, de la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales qui se réfère à cette disposition. L'intitulé du projet en exprimerait dès lors mieux l'objet s'il était libellé comme suit :

"PROJET DE LOI MODIFIANT LA LOI COMMUNALE ET LA LOI DU 24 DECEMBRE 1948 CONCERNANT LES FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES".

Tel qu'il a été amendé, le projet modifie les articles 109, 109bis, 110, 111, 122 et 127 bis de la loi communale, et insère dans cette même loi un article 130 ter.

La modification apportée par l'article 1er du projet à l'article 109 a pour effet de comprendre dans cet article les dispositions de l'article 1er de la loi du 17 août 1920 qui concernaient le refus de l'augmentation périodique de traitement au secrétaire qui ne remplit pas ses fonctions de manière satisfaisante. Ce refus constituant indubitablement une peine disciplinaire, la place normale de cette disposition était à l'article 109.

.../...

Dans le même ordre d'idées, l'article 4, § 8, du projet, reprenant la substance de l'article 4 de la loi du 17 août 1920, interdit au secrétaire communal de faire le commerce, et prévoit les peines qui frapperont celui qui enfreindrait cette interdiction. Pas plus que le refus de l'augmentation périodique de traitement, de telles dispositions ne sont pas à leur place à l'article 111, que l'article 4 du projet remplace et qui établit le statut pécuniaire du secrétaire. Il serait préférable de faire du principe de l'interdiction l'objet d'un article 110 bis nouveau, lequel deviendrait l'article 4 du projet, et de reporter à l'article 109 les dispositions relatives à la répression des infractions à cette interdiction.

L'article 2 du projet aménage l'article 109 bis introduit dans la loi communale par l'arrêté royal n° 124 du 27 février 1935. Dans son état actuel, l'article 109bis permet au gouverneur de la province d'enjoindre au conseil communal d'une commune de moins de 1.000 habitants, en cas de vacance de l'emploi de secrétaire, de porter son choix sur le secrétaire d'une commune de moins de 1.000 habitants de la région. Désormais, le conseil communal pourra porter son choix sur le secrétaire de n'importe quelle commune de la région, quel que soit le nombre d'habitants de cette commune. Il va de soi que ce choix reste soumis à l'approbation de la députation permanente (arrêt du Conseil d'Etat Vanderlinck, n°1788, du 12 août 1952, Recueil Dumont-Baeyens, pp.821 -823), de sorte que l'autorité de tutelle pourra veiller sans difficulté à ce que le cumul ne compromette pas la bonne gestion des deux communes.

.../...

L'article 3 du projet modifie l'article 110 de la loi communale, de manière à assouplir les règles relatives à la désignation d'un secrétaire temporaire en cas d'empêchement du titulaire ou de vacance de l'emploi.

L'article 4 (article 5 du texte proposé par le Conseil d'Etat) constitue sans aucun doute le noeud du projet, en ce qu'il modifie complètement le système de rémunération du secrétaire. En son § 1er, il oblige les conseils communaux à établir l'échelle du traitement de cet agent. Les limites minimum et maximum, qui varient selon la population de la commune, et l'obligation de prévoir un minimum d'augmentations périodiques sont les seules restrictions apportées à cet égard à l'autonomie communale.

Il serait souhaitable d'insérer sous le premier alinéa du § 1er la disposition du § 7, qui permet au Roi d'adapter le minimum et le maximum de l'échelle du traitement du secrétaire en cas de modification des échelles des grades communs à plusieurs ministères. Selon le projet, cette adaptation doit se faire dans un délai de trois mois. S'il ne s'agissait pas d'un délai d'ordre n'engageant que la responsabilité politique du Ministre, le projet devrait disposer expressément que, passé ce délai, le Roi est sans pouvoir.

En disposant que l'échelle du traitement du secrétaire varie suivant la population de la commune telle qu'elle résulte du dernier recensement général, le § 1er, alinéa 3, se réfère sans doute, comme l'article 130 ter, alinéa 2, de la loi communale, tel qu'il est proposé par l'article 5 du projet, au dernier recensement général publié au Moniteur belge.

.../...

Le minimum de l'échelle, tel qu'il est fixé au § 1er, peut subir certaines majorations correspondant à la valorisation des fonctions administratives exercées antérieurement. Les dispositions relatives à ces majorations, qui font l'objet du § 3 du projet, seraient mieux à leur place après le § 1er. Le Conseil d'Etat propose dès lors d'en faire un § 2.

Il résulte des déclarations du Gouvernement qu'en ce qui concerne la valorisation des fonctions exercées en une qualité autre que celle de secrétaire communal, le pouvoir conféré au Roi par l'alinéa 2, de fixer les règles de calcul de cette majoration, expirera six mois après la publication de la loi au Moniteur belge, et que ces règles ne pourront être modifiées que par la loi. Le § 2, 2°, de l'article 5 et l'article 11, alinéa 1er, du texte proposé par le Conseil d'Etat tiennent compte de cette intention.

Le § 2 du projet, qui oblige les communes à faire bénéficier leur secrétaire des bonifications d'ancienneté prévues par la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947 et de congés de détente, dans les mêmes conditions que le personnel des ministères, deviendrait ainsi le § 3. L'expression "congé de détente" devrait être remplacée par l'expression "congé annuel de vacances", qui est employée par les articles 3 à 6 de l'arrêté royal du 16 mars 1940 relatif aux congés des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 23 mars 1955.

.../...

L'échelle du traitement du secrétaire qui exerce ses fonctions dans plusieurs communes fait l'objet du § 6. Il serait préférable d'en faire un § 4. L'alinéa 2, qui prévoit le maintien des situations acquises, devrait être explicite. Le projet devrait déterminer si le Gouvernement entend que le maximum nouveau ne puisse être inférieur, quant au montant, au maximum actuel, ou si le secrétaire dont le maximum actuel dépasse celui qui est prévu pour les communes de 8.000 habitants conserve le droit au maximum prévu par le projet pour la catégorie correspondante.

Les §§ 4 et 5 du projet, qui traitent respectivement des prestations que couvre le traitement du secrétaire, et des modalités de paiement, deviendraient, en raison des modifications proposées ci-dessus, les §§ 5 et 6.

Ainsi qu'on l'a exposé au début du présent avis, le projet a des incidences sur le traitement des receveurs (article 6 du projet), des commissaires de police et des commissaires de police adjoints (article 7 du projet) et sur le système de reclassement des communes (article 5 du projet). Ces dispositions, touchant respectivement aux articles 122, 127 bis et 130 ter de la loi communale, doivent être classées dans cet ordre.

L'article 6 du projet proposé par le Conseil d'Etat modifie, dès lors, l'article 122 de la loi communale, modifié par l'arrêté royal du 10 novembre 1934, en y insérant à la suite de l'alinéa 1er, un alinéa qui reprend la substance de l'article 4, alinéa 3, de l'arrêté royal n° 125 du 28 février 1935. La disposition relative au maximum du receveur communal, fixé par référence au maximum du secrétaire,

.../...

trouve ainsi sa place logique dans la loi communale, plutôt que dans des arrêtes royaux dont la plupart des dispositions sont périmées.

L'article 7 du texte proposé par le Conseil d'Etat n'apporte que des modifications de forme à l'article 7 du projet, qui adapte les traitements minima des commissaires de police et des commissaires de police adjoints, tels qu'ils sont fixés par l'article 127 bis, alinéas 2 et 3, de la loi communale, aux minima nouveaux du secrétaire.

L'article 8 du texte proposé par le Conseil d'Etat reprend l'article 5 du projet, qui insère dans la loi communale un article 130 ter relatif au reclassement des communes en vue de la détermination du traitement de leur personnel administratif et de leur personnel de police.

Le Conseil d'Etat estime qu'il serait préférable de profiter de l'abrogation implicite de l'article 130 par les articles 7 et suivants du Code forestier, pour y mettre ces dispositions sous ce numéro.

L'article 5 du projet comporte deux alinéas : le premier permet au Roi de reclasser les communes; le second prévoit la revision automatique des reclassements à la suite de chaque recensement général de la population. Ces dispositions doivent être rapprochées de l'article 9 du projet, qui donne notamment au Roi le pouvoir de déterminer les critères du reclassement. Dans l'intention du Gouvernement, cet arrêté royal ne peut être pris que dans les six mois qui suivent la publication de la loi au Moniteur belge, et les critères ne pourront être modifiés que par la loi. Il est opportun de porter dans le texte même de la loi communale que le Roi déterminera les critères du

reclassement et que ces critères ne peuvent être modifiés que par la loi. Cette disposition fera dès lors l'objet de l'article 130, alinéa 2, de la loi communale.

Le projet, organisant un nouveau système de reclassement et abrogeant les reclassements effectués en application de l'article 1er de l'arrêté royal n° 125 du 28 février 1935, a des répercussions sur l'article 11, § 4, de la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales, qui se réfère expressément à ces dispositions. Cette référence doit dès lors être remplacée par une référence à l'article 130 nouveau de la loi communale. Tel est l'objet de l'article 9 du texte proposé par le Conseil d'Etat.

Le Gouvernement a déclaré toutefois que, pour des raisons budgétaires, cette modification n'entrerait en vigueur que le 1er janvier 1957, alors que l'ensemble du projet doit avoir effet au 1er janvier 1955. Il a été tenu compte de cette intention pour la rédaction de l'article 12 du texte proposé, qui correspond à l'article 10 du projet.

Le Gouvernement ayant d'autre part manifesté l'intention d'éviter une solution de continuité entre les reclassements anciens et les reclassements nouveaux dans les communes qui continueront à bénéficier de cette mesure, il importe de prévoir que le Roi pourra faire rétroagir au 1er janvier 1955 les premiers reclassements qu'il effectuera en application de l'article 130 nouveau. L'article 12, alinéa 2, du texte proposé répond à cette préoccupation du Gouvernement.

.../...

L'article 8 du projet, qui contient des dispositions abrogatoires, devient l'article 10 du texte proposé.

Enfin, si une partie des dispositions de l'article 9 du projet devient l'article 130, alinéa 2, nouveau de la loi communale (article 8 du texte proposé), il reste que l'arrêté royal prévu à cet alinéa ne pourra être pris que dans les six mois de la publication de la loi au Moniteur belge. Cette dernière disposition serait insérée dans l'article 11 du texte proposé. Le même article devrait en outre comprendre une disposition concrétisant l'intention du Gouvernement selon laquelle l'arrêté royal qui fixera les règles de calcul du complément destiné à valoriser les fonctions administratives exercées antérieurement par le secrétaire, en toute autre qualité que celle de secrétaire communal, ne pourra être pris que dans les trois mois de la publication de la loi au Moniteur belge.

Partant de ces considérations et compte tenu d'observations de pure forme, le Conseil d'Etat propose de rédiger le projet comme suit :

.../...

PROJET DE LOI MODIFIANT LA LOI COMMUNALE ET LA LOI DU 24
DECEMBRE 1948 CONCERNANT LES FINANCES PROVINCIALES ET
COMMUNALES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'In-
térieur,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS:

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de pré-
senter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet
de loi dont la teneur suit :

Article 1er.-

Le dernier alinéa de l'article 109 de la loi
communale, complété par l'article 4 de la loi du 30 juillet
1903, est remplacé par la disposition suivante :

"Le conseil communal peut, avec l'approbation
de la députation permanente du conseil provincial, refuser
l'augmentation périodique de traitement au secrétaire qui
ne s'acquitte pas de sa mission d'une manière satisfaisante.

Le conseil communal suspend et, en cas de récidive,
révoque le secrétaire communal qui enfreint l'article 110 bis.
La décision du conseil communal doit être approuvée par la
députation permanente du conseil provincial. En cas d'inac-
tion du conseil communal, et après deux avertissements
constatés par la correspondance, la peine est appliquée

d'office par le gouverneur, de l'avis conforme de la députation permanente, sauf, en cas de désaccord de celle-ci, recours au Roi.

Le conseil communal et le secrétaire peuvent se pourvoir auprès du Roi contre la décision de la députation permanente, statuant sur la suspension prononcée en vertu de l'alinéa précédent, sur la révocation ou sur le refus de l'augmentation périodique de traitement, dans les quinze jours de la notification qui leur en est faite".

Article 2.-

A l'article 109 bis, alinéa 1er, inséré dans la loi communale par l'arrêté royal n° 124 du 27 février 1935, les mots "dont le chiffre de la population n'excède pas ce nombre" sont supprimés.

Article 3.-

L'article 110 de la loi communale est remplacé par la disposition suivante :

"Article 110.- En cas d'empêchement du titulaire ou de vacance de l'emploi, un secrétaire communal temporaire est désigné par le conseil communal. S'il y a urgence, la désignation est faite par le collège des bourgmestre et échevins et confirmée par le conseil communal au cours de sa plus prochaine séance.

Le secrétaire temporaire jouit, pour chaque journée de prestations, d'un traitement égal à un trois centième du traitement moyen de l'échelle de l'emploi, à moins qu'il ne soit choisi parmi les agents de la commune. Dans ce cas, s'il exerce les fonctions pendant plus d'un mois, il perçoit une allocation calculée suivant les règles fixées par le Roi".

Article 4.-

Un article 110 bis, rédigé comme suit, est inséré dans la loi communale :

"Article 110 bis. Il est interdit aux secrétaires communaux d'exercer un commerce, même par personne interposée. Les situations existantes seront toutefois respectées, sauf en ce qui concerne les débits de boissons".

Article 5.-

L'article 111 de la loi communale, modifié par les lois des 17 août 1920, 21 décembre 1927 et 18 décembre 1930, ainsi que par l'arrêté-loi du 10 janvier 1947, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 111.- § 1er. Le conseil communal fixe l'échelle du traitement du secrétaire communal, avec l'approbation de la députation permanente du conseil provincial, dans les limites minimum et maximum déterminées ci-après :

1 à 22 ... (comme au projet) ...

Le Roi peut adapter ces montants dans les trois mois de la publication au Moniteur belge de tout arrêté modifiant les échelles des grades communs à plusieurs ministères.

L'échelle comprend des augmentations biennales qui ne peuvent être inférieures à 5 p.c. du minimum pour les communes de 2.000 habitants et moins , à 4 p.c. pour les communes de 2.001 à 4.000 habitants , et à 3 p.c. pour les autres communes. Ces augmentations ont effet le 1er du mois qui suit la date anniversaire de l'entrée en fonctions.

.../...

Les communes sont classées d'après le chiffre de leur population tel qu'il résulte du dernier recensement général publié au Moniteur belge, à moins qu'elles n'aient fait l'objet d'un reclassement en application de l'article 130.

Toutefois, le passage d'une commune dans une catégorie inférieure est sans effet sur les minimum et maximum légaux de **traitement** du secrétaire en fonction au moment de ce changement de catégorie.

§ 2. Le traitement minimum du secrétaire communal est majoré :

- 1° des augmentations périodiques qu'il a pu acquérir en la même qualité dans une autre commune, sans que ces augmentations puissent dépasser le montant prévu, à ancienneté égale, par l'échelle fixée pour la commune où il exerce ses fonctions;
- 2° d'un complément pour l'ancienneté acquise dans des emplois de l'Etat, de la colonie et des provinces, dans des emplois communaux autres que celui de secrétaire, ainsi que dans d'autres services publics déterminés par le Roi. Ce complément est calculé suivant les règles qui seront arrêtées par le Roi et qui ne pourront être modifiées que par la loi.

§ 3. Les communes sont tenues de faire bénéficier leur secrétaire des dispositions applicables au personnel des ministères en matière de bonifications d'ancienneté prévues par l'article 13 de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947 et en matière de congé annuel de vacances.

.../...

§ 4. Le minimum et le maximum du traitement du secrétaire qui exerce ses fonctions dans deux ou plusieurs communes sont égaux au minimum et au maximum fixés pour la catégorie correspondant à la population totale des communes desservies, majorés de 25 p.c. ou de 30 p.c. selon que le secrétaire exerce ses fonctions dans deux ou dans plusieurs communes.

Sauf le maintien des situations acquises, le maximum ne peut dépasser le maximum prévu pour la catégorie de 6.001 à 8.000 habitants.

La population des communes classées dans une catégorie supérieure en application de l'article 130 est réputée égale à la moyenne arithmétique du minimum et du maximum de la population de cette catégorie.

§ 5. Le traitement du secrétaire couvre toutes les prestations auxquelles l'intéressé peut normalement être astreint, y compris celles que requiert la tenue des registres de l'état civil dans les communes où ce travail n'est pas confié à un autre agent.

§ 6. Le traitement du secrétaire nommé à titre définitif est payé mensuellement et par anticipation. Il prend cours à la date de l'entrée en fonctions. Si celle-ci a lieu au cours d'un mois, le secrétaire obtient, pour ce mois, autant de trentièmes du traitement qu'il reste de jours à courir à partir de celui de l'entrée en fonctions inclusivement.

En cas de cessation de fonctions tout mois commencé est dû intégralement.

.../...

Article 6.-

Un alinéa nouveau, rédigé comme suit, est inséré après le premier alinéa de l'article 122 de la loi communale, modifié par l'arrêté royal n°33 du 10 novembre 1934 :

"Sauf cumul autorisé, le maximum ~~de~~ ces traitements ne peut être supérieur aux trois quarts du maximum légal du secrétaire dans les communes de 5.000 habitants et moins. Il ne peut être supérieur aux neuf dixièmes de ce maximum dans les communes de 5.001 à 50.000 habitants, ni le dépasser dans les autres communes ".

Article 7.-

Les alinéas 2 et 3 de l'article 127 bis de la loi communale, modifiés par l'article 1er, §§ 2 et 11, de l'arrêté-loi du 10 janvier 1947, sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Le traitement des commissaires de police ne peut, y compris l'indemnité de logement, mais non compris les indemnités d'habillement, d'équipement et d'armement, l'indemnité accordée en qualité d'officier du ministère public et les indemnités rémunérant des prestations extraordinaires, être inférieur au minimum légal du secrétaire communal dans les communes de plus de 25.000 habitants, et aux neuf dixièmes de ce minimum dans les autres communes.

Le traitement des commissaires de police adjoints ne peut être inférieur à 75 p.c. du minimum prévu ci-dessus pour les commissaires de police".

.../...

Article 8.-

La rubrique "Disposition commune aux chapitres Ier à V du titre II" de la loi communale est remplacée par la rubrique "Dispositions communes aux chapitres Ier à V du titre II", sous laquelle est inséré un article 130 nouveau rédigé comme suit :

"Article 130.- Les communes qui se trouvent dans une situation exceptionnelle peuvent, à leur demande, être classées par le Roi dans une catégorie supérieure à celle dans laquelle elles sont comprises en raison de leur population telle que celle-ci résulte du dernier recensement général publié au Moniteur belge, pour la fixation des traitements de leur personnel administratif et de leur personnel de police.

Le Roi détermine les critères de ce reclassement qui ne peuvent être modifiés que par la loi.

Les reclassements sont revus dans les six mois de la publication au Moniteur belge des résultats complets de chaque recensement général. Ils ne peuvent être prorogés qu'à la demande de la commune".

Article 9.-

L'article 11, § 4, de la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales est remplacé par la disposition suivante :

" § 4. Bénéficient également d'une majoration de la dotation de base, pour autant que leur population atteigne au moins 900 habitants, les communes qui ont été reclassées en application de l'article 130 de la loi communale.

.../...

Cette majoration sera fixée par arrêté royal.

Les reclassements ne seront pris en considération que s'ils ont été effectués au plus tard le 30 septembre de l'année précédant celle à laquelle se rapporte la répartition".

Article 10.-

Sont abrogés :

- 1° l'article 127 bis, alinéa 8 de la loi communale, modifié par la loi du 18 octobre 1921;
- 2° les articles 1er, 4 et 7 de l'arrêté royal n° 125 du 28 février 1935 concernant les rémunérations et pensions à charge des provinces et des communes, modifiés par l'arrêté royal n° 171 du 31 mai 1935, par l'arrêté royal n° 280 du 31 mars 1936 et par l'arrêté-loi du 10 janvier 1947;
- 3° les reclassements effectués par le Roi en application de l'article 1er, alinéa 4, de l'arrêté royal n° 125 du 28 février 1935 et de l'article 127 bis, alinéa 8, de la loi communale.

Article 11.-

L'arrêté royal fixant les règles relatives au calcul du complément prévu par l'article 111, § 2, 2°, de la loi communale ne pourra être pris que dans les trois mois de la publication de la présente loi au Moniteur belge.

L'arrêté royal prévu à l'article 130, alinéa 2, de la loi communale ne pourra être pris que dans les six mois de la publication de la présente loi au Moniteur belge.

.../...

Article 12.-

La présente loi a effet au 1er janvier 1955, sauf l'article 9, qui entrera en vigueur le 1er janvier 1957.

Le Roi peut donner un effet rétroactif au 1er janvier 1955, aux reclassements qu'il effectuera dans les six mois de la publication de la présente loi au Moniteur belge.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur,

Al heeft het ontwerp in de eerste plaats tot doel de bezoldigingsregeling der gemeentesecretarissen te herzien, toch laat het meteen de bepalingen betreffende de bezoldiging van gemeenteontvangers, politiecommissarissen en adjunct-politiecommissarissen niet onverlet. Waar het bovendien artikel 1 van het koninklijk besluit nr 125 van 28 Februari 1935, gewijzigd bij koninklijk besluit nr 171 van 31 Mei 1935, opheft, heeft het ook een terugslag op het maximum van de wedden van al het gemeentepersoneel en op artikel 11, § 4, van de wet van 24 December 1948 betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën, dat naar deze bepaling verwijst. Daarom zou het werkelijke onderwerp van de ontworpen wet beter tot uiting komen in het volgende opschrift :

"ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE GEMEENTEWET EN VAN DE WET VAN 24 DECEMBER 1948 BETREFFENDE DE GEMEENTELIJKE EN PROVINCIALE FINANCIËN".

Zoals het is geamendeerd, brengt het ontwerp wijziging aan de artikelen 109, 109 bis, 110, 111, 122 en 127 bis van de gemeentewet, terwijl het daarin een artikel 130 ter invoegt.

De wijziging welke artikel 1 van het ontwerp in artikel 109 aanbrengt, heeft tot gevolg, dat daarin worden opgenomen de bepalingen van artikel 1 van de wet van 17 Augustus 1920 welke betrekking hebben op de weigering een periodieke weddeverhoging toe te staan aan de secretaris die zich niet op behoorlijke wijze van zijn taak kwijt. Daar deze weigering ontegenzeggelijk een tuchtstraf is, was het normaal dat deze bepaling in artikel 109 werd ondergebracht.

In hetzelfde verband verbiedt artikel 4, § 8, van het ontwerp, in substantie artikel 4 van de wet van 17 Augustus 1920 overnemend, de secretarissen handel te drijven en stelt het straffen ten aanzien van wie dit verbod mocht overtreden. Evenmin als de weigering een periodieke weddeverhoging toe te staan, zijn zulke bepalingen op hun plaats in artikel 111, dat door artikel 4 van het ontwerp wordt vervangen en dat de bezoldigingsregeling van de gemeentesecretaris bepaalt. Het ware beter, het beginsel van dit verbod neer te leggen in een nieuw artikel 110 bis, dat artikel 4 van het ontwerp zou worden, terwijl de bepaling met betrekking tot de bestraffing van overtredingen van dit verbod naar artikel 109 zou worden overgebracht.

Artikel 2 van het ontwerp brengt enige wijziging in artikel 109 bis, dat door het koninklijk besluit nr 124 van 27 Februari 1935 in de gemeentewet is ingevoegd. In de huidige stand van zaken kan de provinciegouverneur, op grond van artikel 109 bis, de gemeenteraad in een gemeente met minder dan 1.000 inwoners dwingen, voor een vacant geworden betrekking van secretaris zijn keuze te laten vallen op de secretaris van een gemeente met minder dan 1.000 inwoners in dezelfde streek. Voortaan zal de gemeenteraad kunnen kiezen uit de secretarissen van alle gemeenten in de streek, zonder acht te slaan op het bevolkingscijfer. Het spreekt vanzelf dat de keuze onderworpen blijft aan de goedkeuring van de bestendige deputatie (arrest van de Raad van State VANDERLINCK, nr 1788, van 12 Augustus 1952, verzameling BAEYENS-DUMONT - blz. 883 tot 885), zodat de toezichthebbende overheid zonder moeite zal kunnen zorgen dat zodanige cumulatie geen gevaar oplevert voor het goede beheer van beide gemeenten.

.../...

De wijziging welke artikel 3 van het ontwerp in artikel 110 van de gemeentewet aanbrengt, beoogt een soepeler regeling inzake aanwijzing van een tijdelijk secretaris wanneer de titularis verhinderd of de betrekking vacant is.

Artikel 4 (artikel 5 van de door de Raad van State voorgestelde tekst) dat de bezoldigingsregeling van de secretaris volkomen wijzigt, is ongetwijfeld de kern van het hele ontwerp. Paragraaf 1 verplicht de gemeenteraden, de weddeschaal van deze ambtenaar vast te stellen. De minimum- en maximumgrenzen die volgens het bevolkingscijfer van de gemeente schommelen en de verplichting voor een minimum van periodieke verhogingen te zorgen, zijn de enige beperkingen welke de gemeentelijke autonomie op dit gebied ondergaat.

Het ware raadzaam in het eerste lid van paragraaf 1 een plaats te geven aan het bepaalde onder paragraaf 7, dat de Koning machtigt tot het aanpassen van het minimum en het maximum van de weddeschaal van secretaris ingeval de schalen van de voor verschillende ministeries gemeenschappelijke rangen worden gewijzigd. Volgens het ontwerp moet deze aanpassing binnen drie maanden plaats hebben. Indien het hier geen termijn van orde betreft, die alleen de politieke verantwoordelijkheid van de Minister verbindt, dient het ontwerp uitdrukkelijk te bepalen, dat de Koning na het verstrijken van deze termijn niet langer bevoegd is.

.../...

Wanneer paragraaf 1, derde lid, zegt dat de wedde-schaal van de secretaris verschilt naar gelang van de bevolking der gemeente zoals deze uit de jongste algemene volkstelling blijkt, is waarschijnlijk, evenals in artikel 130 ter, tweede lid, van de gemeentewet, zoals het door artikel 5 van het ontwerp wordt voorgesteld, gedacht aan de in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakte jongste algemene volkstelling.

Het minimum van de schaal, zoals het in paragraaf 1 is vastgesteld, kan sommige verhogingen ondergaan overeenstemmend met de valorisatie van voorheen uitgeoefende administratieve ambten. De bepalingen betreffende deze verhogingen, die in paragraaf 3 van het ontwerp zijn opgenomen, behoren veeleer na paragraaf 1 te komen. Daarom stelt de Raad van State voor, er een paragraaf 2 van te maken.

Uit hetgeen de Regering over de valorisatie der in een andere hoedanigheid dan die van gemeentesecretaris uitgeoefende ambten heeft verklaard, blijkt dat de in het tweede lid aan de Koning verleende bevoegdheid tot het vaststellen van de regelen voor het berekenen van die verhoging, zes maanden na de bekendmaking van de wet in het Belgisch Staatsblad zal vervallen en dat deze regelen niet dan bij de wet kunnen worden gewijzigd. Met die bedoelingen heeft de Raad van State rekening gehouden in paragraaf 2, 2°, van artikel 5 en in artikel 11, eerste lid, van de tekst die hij voorstelt.

.../...

De tweede paragraaf van het ontwerp, die de gemeenten verplicht aan hun secretaris de ancienniteitsbijklag bedoeld in de wet van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947 alsook ontspanningsvacantie te verlenen onder dezelfde voorwaarden als aan het personeel der ministeries, zou dan paragraaf 3 worden. De term "ontspanningsvacantie" moet worden vervangen door de term "jaarlijks vacantieverlof" welke voorkomt in de artikelen 3 tot 6 van het koninklijk besluit van 16 Maart 1940 betreffende het verlof van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 Maart 1955.

De weddeschaal van de secretaris die zijn ambt in verschillende gemeenten uitoefent, komt ter sprake in paragraaf 6. Het zou de voorkeur verdienen deze paragraaf nummer 4 te geven. Het tweede lid, aangaande de handhaving der verkregen toestanden, behoeft nadere verklaring. Uit het ontwerp zou moeten blijken of de Regering bedoelt dat het nieuwe maximum, wat het bedrag betreft, niet lager mag zijn dan het huidige maximum, dan wel of de secretaris wiens huidig maximum boven het voor de gemeenten met 8.000 inwoners vastgestelde ligt, aanspraak behoudt op het maximum dat het ontwerp voor de overeenstemmende categorie bepaalt.

De paragrafen 4 en 5 van het ontwerp die onderscheidenlijk op de door de wedde van de secretaris gedekte prestaties en op de wijze van uitbetaling betrekking hebben, zouden ingevolge de hierboven voorgestelde wijzigingen, de nummers 5 en 6 krijgen.

.../...

Zoals vooraan in het advies is gezegd, heeft het ontwerp een terugslag op de wedde van de ontvangers (artikel 6 van het ontwerp), van de politiecommissarissen en adjunct-politiecommissarissen (artikel 7 van het ontwerp) en op het systeem inzake klasseverheffing van de gemeenten (artikel 5 van het ontwerp). Deze bepalingen, die onderscheidenlijk aan de artikelen 122, 127 bis en 130 ter van de Gemeentewet raken, moeten in die volgorde worden gerangschikt.

Artikel 6 van het door de Raad van State voorgestelde ontwerp brengt derhalve in het bij koninklijk besluit van 10 November 1934 gewijzigde artikel 122 van de Gemeentewet een wijziging aan, doordat het na het eerste lid een nieuw lid invoegt, waarin artikel 4, derde lid, van het koninklijk besluit nr 125 van 28 Februari 1935 in substantie is overgenomen. De bepaling ter zake van het maximum van de ontvanger, dat bij vergelijking met het maximum van de secretaris wordt vastgesteld, krijgt aldus haar logische plaats in de gemeentewet, liever dan in de koninklijke besluiten waarvan de meeste bepalingen zijn vervallen.

Artikel 7 van de door de Raad van State voorgestelde tekst beperkt zich tot het aanbrengen van vormwijzigingen in artikel 7 van het ontwerp, waarbij de minimumwedden der politiecommissarissen en adjunct-politiecommissarissen, vastgesteld bij artikel 127 bis, tweede en derde lid, van de Gemeentewet, aan de nieuwe minima van de secretarissen worden aangepast.

.../...

Artikel 8 van de door de Raad van State voorgestelde tekst is artikel 5 van het ontwerp, dat in de gemeentewet een artikel 130 ter invoegt betreffende de klasseverheffing der gemeenten met het oog op de vaststelling der wedden van hun administratief personeel en hun politiepersoneel.

De Raad van State acht het wenselijk, dat van het feit, dat artikel 130 stilzwijgend door de artikelen 7 en volgende van het Boswetboek is opgeheven, gebruik zou worden gemaakt om deze bepalingen onder dit artikel 130 op te nemen.

Artikel 5 van het ontwerp bevat twee alinea's: op grond van de eerste kan de Koning klasseverheffingen van gemeenten toestaan ; krachtens de tweede worden de klasseverheffingen automatisch herzien na elke algemene volkstelling. Deze bepalingen moeten in verband worden gebracht met artikel 9 van het ontwerp, dat de Koning onder meer bevoegd verklaart tot het vaststellen van de criteria inzake klasseverheffing. In de opvatting van de Regering kan dit koninklijk besluit alleen maar worden genomen binnen zes maanden na de bekendmaking van de wet in het Belgisch Staatsblad en kunnen de criteria alleen bij de wet worden gewijzigd. Het ware raadzaam in de tekst zelf van de gemeentewet te zeggen, dat de Koning de criteria inzake klasseverheffing bepaalt en dat deze criteria alleen bij de wet kunnen worden gewijzigd. Deze bepaling zou dan artikel 130, tweede lid, van de gemeentewet worden.

.../...

Door het invoeren van een nieuwe regeling inzake klasseverheffing en het afschaffen van de klasseverheffingen verricht bij toepassing van artikel 1 van het koninklijk besluit nr 125 van 28 Februari 1935, heeft het ontwerp een terugslag op artikel 11, paragraaf 4, van de wet van 24 December 1948 betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën, dat uitdrukkelijk naar deze bepalingen verwijst. Deze verwijzing moet dus worden vervangen door een verwijzing naar het nieuwe artikel 130 van de gemeentewet. Daartoe strekt artikel 9 van de tekst die de Raad van State voorstelt.

De Regering heeft echter verklaard, dat deze wijziging om begrotingsredenen eerst op 1 Januari 1957 in werking zal treden, terwijl het geheel van het ontwerp tot 1 Januari 1955 zal moeten terugwerken. Met deze bedoeling is rekening gehouden bij de redactie van artikel 12 van de voorgestelde tekst (overeenstemmend met artikel 10 van het ontwerp).

Daar de Regering overigens heeft te kennen gegeven, dat zij geen hiaat wil zien ontstaan tussen de vroegere klasseverheffingen en de nieuwe klasseverheffingen in de gemeenten die ook verder voor deze maatregel in aanmerking zullen komen, is het zaak te bepalen dat de Koning aan de eerste klasseverheffingen, welke hij bij toepassing van het nieuwe artikel 130 zal toestaan, terugwerking tot 1 Januari 1955 kan geven. Artikel 12, tweede lid, van de voorgestelde tekst houdt met deze bedoeling van de Regering rekening.

.../...

Artikel 8 van het ontwerp, dat opheffingsbepalingen bevat, wordt in de voorgestelde tekst artikel 10.

Een deel van artikel 9 van het ontwerp, tenslotte, wordt weliswaar het tweede lid van het nieuwe artikel 130 van de gemeentewet (artikel 8 van de voorgestelde tekst), maar dit neemt niet weg dat het in deze alinea voorgeschreven koninklijk besluit alleen maar zal kunnen worden genomen binnen zes maanden na de bekendmaking van de wet in het Belgisch Staatsblad. Deze laatste bepaling zou worden ingevoegd in artikel 11 van de voorgestelde tekst. In hetzelfde artikel zou bovendien een bepaling moeten voorkomen om vorm te geven aan de bedoeling van de Regering volgens welke het koninklijk besluit, houdende vaststelling van de regelen voor de berekening van het complement ter valorisering van administratieve ambten welke de secretaris in enige andere hoedanigheid dan die van gemeentesecretaris mocht hebben uitgeoefend, alleen maar binnen drie maanden na de bekendmaking van de wet in het Belgisch Staatsblad zal kunnen worden uitgevaardigd.

Op grond van deze overwegingen en met inachtneming van een aantal opmerkingen over de vorm, stelt de Raad van State de volgende tekst van ontwerp voor :

.../...

ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE GEMEENTEWET EN VAN
DE WET VAN 24 DECEMBER 1948 BETREFFENDE DE GEMEENTELIJKE
EN PROVINCIALE FINANCIEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Binnen-
landse Zaken,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Binnenlandse Zaken is ge-
last, in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp
van wet in te dienen waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

Het laatste lid van artikel 109 van de ge-
meentewet, aangevuld door artikel 4 van de wet van 30
Juli 1903, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Met de goedkeuring van de bestendige deputa-
tie van de provinciale raad kan de gemeenteraad de perio-
dieke weddeverhoging weigeren aan de gemeentesecretaris
die zich niet behoorlijk van zijn taak kwijt.

De gemeenteraad schorst en, in geval van her-
haling, ontslaat de gemeentesecretaris die artikel 110 bis
overtreedt. De beslissing van de gemeenteraad moet door
de bestendige deputatie van de provinciale raad worden

.../....

goedgekeurd. Ingeval de gemeenteraad nalaat op te treden en na twee uit de briefwisseling blijkende waarschuwingen, wordt de straf ambtshalve door de gouverneur uitgesproken, op het eensluidend advies van de bestendige deputatie, behoudens beroep bij de Koning bij gebreke van zodanig advies.

De gemeenteraad en de secretaris kunnen bij de Koning in hoger beroep komen tegen de beslissing van de bestendige deputatie, houdende uitspraak over de krachtens het vorige lid uitgesproken schorsing, over de afzetting of de weigering van de periodieke weddeverhoging, binnen vijftien dagen na de kennisgeving die hun ervan gedaan wordt".

Artikel 2.-

In artikel 109 bis, eerste lid, dat in de gemeentewet is ingevoegd door het koninklijk besluit nr 124 van 27 Februari 1935, vervallen de woorden "wier bevolkingscijfer niet groter is dan voornoemd getal".

Artikel 3.-

Artikel 110 van de gemeentewet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 110.- In geval van verhindering van de titularis of van vacature van het ambt wordt een tijdelijke gemeentesecretaris door de gemeenteraad aangesteld. In spoedeisende gevallen, wordt de aanstelling door het college van burgemeester en schepenen gedaan en door de gemeenteraad in zijn eerstvolgende vergadering bekrachtigd.

De tijdelijke secretaris geniet voor iedere dag prestatie een wedde gelijk aan drie honderste van de gemiddelde wedde van de schaal voor het ambt, tenzij hij onder het gemeentepersoneel wordt gekozen. In dit geval krijgt hij, zo hij het ambt gedurende meer dan een maand uitoefent, een vergoeding berekend naar de door de Koning vast te stellen regelen!

Artikel 4.-

In de gemeentewet wordt een als volgt luidend artikel 110 bis ingevoegd :

"Artikel 110 bis.- Het is de gemeentesecretarissen verboden handel te drijven, ook door tussenpersonen. Aan bestaande toestanden, behalve wat de drankslijterijen betreft, zal echter niet worden geraakt".

Artikel 5.-

Artikel 111 van de gemeentewet, gewijzigd bij de wetten van 17 Augustus 1920, 21 December 1927 en 18 December 1930, alsook bij de besluitwet van 10 Januari 1947, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 111.- § 1. De gemeenteraad bepaalt de weddeschaal van de gemeentesecretaris met goedkeuring door de bestendige deputatie van de provinciale raad, binnen de hierna gestelde minimum- en maximumgrenzen :

1 tot 22 ... (zoals in het ontwerp) ...

.../...

De Koning kan deze bedragen aanpassen binnen drie maanden na de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van ieder besluit, tot wijziging van de schalen van de voor verschillende ministeries gemeenschappelijke rangen.

De schaal behelst tweejaarlijkse verhogingen die niet minder mogen bedragen dan 5 t.h. van het minimum voor de gemeenten met 2.000 inwoners en minder, dan 4 t.h. voor de gemeenten met 2.001 tot 4.000 inwoners, en dan 3 t.h. voor de overige gemeenten. Die verhogingen gaan in de eerste van de maand volgend op de verjaardag van de indiensttreding.

De gemeenten worden ingedeeld in klassen volgens het bevolkingscijfer zoals dit uit de in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakte jongste algemene volkstelling blijkt, tenzij zij bij toepassing van artikel 130 tot een hogere klasse werden verheven.

De overgang van een gemeente naar een hogere klasse heeft echter geen terugslag op de wettelijke minima en maxima van de wedde van de secretaris, die op het tijdstip van deze klassewijziging in dienst is.

§ 2. De minimumwedde van de gemeentesecretaris wordt verhoogd :

1° met de periodieke verhogingen welke hij in dezelfde hoedanigheid in een andere gemeente mocht hebben ver-

.../...

kregen zonder dat deze verhogingen evenwel groter mogen zijn dan het bedrag dat bij gelijke ancienniteit is voorgeschreven in de schaal vastgesteld voor de gemeente waar hij zijn ambt uitoefent;

2° met een complement voor de ancienniteit verkregen in betrekkingen van de Staat, van de Kolonie en van de provinciën en in andere gemeentebetrekkingen dan die van secretaris en in andere openbare diensten welke de Koning bepaalt. Dit complement wordt berekend volgens door de Koning vast te stellen regelen die slechts bij de wet kunnen worden gewijzigd.

§ 3. De gemeenten zijn gehouden de voor het personeel van de ministeries geldende bepalingen inzake ancienniteitsbijslag voorgeschreven in artikel 13 van de wet van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947 en inzake jaarlijks vacantieverlof, op hun secretaris toe te passen.

§ 4. De minimumwedde en de maximumwedde van de secretaris die zijn ambt in twee of meer gemeenten uitoefent, zijn gelijk aan het minimum en aan het maximum vastgesteld voor de klasse overeenkomend met de totale bevolking van de bediende gemeenten, verhoogd met 25 t.h. of met 30 t.h. naargelang de secretaris zijn ambt in twee of meer gemeenten uitoefent.

Onder voorbehoud van de verkregen toestanden mag het maximum niet hoger zijn dan het maximum, bepaald voor de klasse 6.001 tot 8.000 inwoners.

.../...

De bevolking van gemeenten die bij toepassing van artikel 130 in een hogere klasse zijn ingedeeld, wordt geacht gelijk te zijn aan het rekenkundig gemiddelde van het minimum en maximum van de bevolking van die klasse.

§ 5. De wedde van de secretaris slaat op alle prestaties waartoe de belanghebbende normaal kan gehouden zijn, daaronder begrepen het bijhouden van de registers van de burgerlijke stand in de gemeenten waar deze werkzaamheden niet aan een ander personeelslid zijn opgedragen.

§ 6. De wedde van de in vast verband benoemde secretaris wordt per maand en vooruit betaald. Zij gaat in de dag van de indiensttreding. Treedt een secretaris in de loop van een maand in dienst, dan krijgt hij voor die maand zoveel dertigste van de wedde als er nog dagen overblijven vanaf de dag der indiensttreding, deze dag inbegrepen.

In geval van ambtsneerlegging, moet iedere begonnen maand volledig worden betaald".

Artikel 6.-

Na het eerste lid van artikel 122 van de gemeentewet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 33 van 10 November 1934, wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

.../...

"Behoudens toegestane cumulatie mag het maximum van deze wedden niet hoger liggen dan drie vierde van het wettelijk maximum van de secretaris in de gemeenten met 5.000 inwoners en minder; het mag niet hoger liggen dan negen tiende van dit maximum in de gemeenten met 500¹ tot 50.000 inwoners en dit maximum niet overschrijden in de overige gemeenten!"

Artikel 7.-

Het tweede en het derde lid van artikel 127 bis van de gemeentewet, gewijzigd bij artikel 1, §§ 2 en 11, van de besluitwet van 10 Januari 1947, worden door de volgende bepalingen vervangen :

"De wedde van de politiecommissarissen mag, met inbegrip van de vergoeding voor inwoning, doch zonder de vergoedingen voor kleding, uitrusting en bewapening, de vergoeding verleend aan de ambtenaren van het openbaar ministerie en de vergoeding voor buitengewone werkzaamheden, niet lager zijn dan het wettelijk minimum van de gemeentesecretaris in de gemeenten met meer dan 25.000 inwoners en dan negen tiende van dit minimum in de overige gemeenten.

De wedde van de adjunct-politiecommissarissen mag niet lager zijn dan 75 t.h. van het hierboven voor de politiecommissarissen bepaalde minimum".

Artikel 8.-

De rubriek "Bepaling gemeen aan de hoofdstukken I tot V van titel II" van de gemeentewet wordt vervangen door "Bepalingen gemeen aan de hoofdstukken I tot V van titel II" waaronder een nieuw als volgt luidend artikel 130 wordt ingevoegd :

.../...

"Artikel 130..- De gemeenten die in een uitzonderlijke toestand verkeren, kunnen voor de vaststelling van de wedden van hun administratief- en politiepersoneel op hun verzoek; door de Koning worden ingedeeld in een hogere klasse dan die waarin zij zijn opgenomen op grond van hun bevolking zoals deze uit de in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakte jongste algemene volkstelling blijkt.

De Koning bepaalt de criteria van deze klasseverheffing die alleen door de wet mogen gewijzigd worden.

De klasseverheffingen worden herzien binnen zes maanden na de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van de volledige uitslagen van elke algemene volkstelling. Zij mogen slechts op verzoek van de gemeente worden verlengd".

Artikel 9.-

Artikel 11, § 4, van de wet van 24 December 1948 betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 4. Een verhoging van de basisdotatie wordt eveneens toegekend aan de gemeenten die bij toepassing van artikel 130 van de gemeentewet in een hogere klasse zijn ingedeeld voor zover zij ten minste 900 inwoners tellen!"

.../...

Deze verhoging wordt bij koninklijk besluit bepaald.

De klasseverheffingen worden enkel in aanmerking genomen indien zij uiterlijk op 30 September van het jaar vóór dat waarop de verdeling **betrekking** heeft, hebben plaats gehad".

Artikel 10.-

Opgeheven worden :

- 1° artikel 127 bis, achtste lid, van de gemeentewet, gewijzigd bij de wet van 18 October 1921 ;
- 2° de artikelen 1, 4 en 7 van het koninklijk besluit nr 125 van 28 Februari 1935 omtrent de bezoldigingen en pensioenen ten laste van de provinciën en de gemeenten, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 171 van 31 Mei 1935, bij het koninklijk besluit nr 280 van 31 Maart 1936 en bij de besluitwet van 10 Januari 1947 ;
- 3° de klasseverheffingen door de Koning toegestaan bij toepassing van artikel 1, vierde lid, van het koninklijk besluit nr 125 van 28 Februari 1935 en van artikel 127 bis, achtste lid, van de gemeentewet.

Artikel 11.-

Het koninklijk besluit tot vaststelling van de regelen met betrekking tot de ~~berekening~~ berekening van het in artikel 111, § 2, 2°, van de gemeentewet bedoeld

.../...

complement mag niet later dan binnen drie maanden na de bekendmaking van deze wet in het Belgisch Staatsblad worden genomen.

Het koninklijk besluit waarvan sprake in artikel 130, tweede lid, van de gemeentewet mag niet later dan binnen zes maanden na de bekendmaking van deze wet in het Belgisch Staatsblad worden genomen.

Artikel 12.-

Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 Januari 1955, behalve artikel 9 dat 1 Januari 1957 in werking zal treden.

De Koning kan de klasseverheffingen welke hij binnen zes maanden na de bekendmaking van deze wet in het Belgisch Staatsblad zal verrichten, doen terugwerken tot 1 Januari 1955.

Gegeven te

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : F. LEPAGE,
de Heren :

conseiller d'Etat,
raadsheer van State,

président,
voorzitter,

J. COYETTE,
G. VAN BUNNEN,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

G. PIQUET,

greffier adjoint,
adjunct-griffier,

greffier.
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LEPAGE. Le rapport a été présenté par M. DUMONT, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. PIQUET.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE. Het verslag werd uitgebracht door de H. DUMONT, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F. LEPAGE.